

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200623]

**27 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale pour tenir compte de l'extension de diverses missions provinciales liées au financement des zones de secours**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, son article L2231-1, modifié par le décret du 18 avril 2013 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Vu le rapport du 30 novembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Association des Provinces wallonnes du 2 septembre 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 6 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le présent arrêté vise d'abord à modifier certains principes budgétaires et comptables aux fins de permettre aux provinces de mobiliser les ressources financières nécessaires dans le cadre de l'extension de diverses missions provinciales liées au financement des zones de secours, ensuite à permettre l'accès à l'emprunt aux provinces pour financer certaines opérations très spécifiques du service ordinaire et pour un temps limité, et enfin à apporter au texte diverses corrections et adaptations découlant d'autres dispositions ;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, de l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « 20.000 BEF » sont remplacés par les mots « 1.000 euros » ;

2° au 4°, les mots « par opposition à dépense facultative » sont abrogés ;

3° au 8°, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

4° au 9°, les mots « l'article 113 de la loi provinciale » sont remplacés par les mots « l'article L2231-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation » ;

5° il est complété par un 19° rédigé comme suit :

« 19° « transferts de service, fonds de réserve et provisions pour risques et charges » : les modes de préfinancement de charges futures ou de constitution de réserve ou de provisions. » ;

6° il est complété par trois nouveaux alinéas rédigés comme suit :

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 19°, l'on distingue :

1° les transferts de service : les mouvements via la fonction 060 entre services et entre services et fonds de réserve. En ce qui concerne les transferts entre services, seuls sont autorisés les transferts de l'ordinaire vers l'extraordinaire sous l'unique réserve des emprunts accordés par le CRAC qui constituent la seule exception de mouvements de l'extraordinaire vers l'ordinaire ;

2° les fonds de réserve ordinaire ou extraordinaire : via des inscriptions au résultat global du budget, les fonds de réserve ordinaire ou extraordinaire permettent d'affecter des excédents budgétaires et de les récupérer pour financer diverses dépenses. Ils peuvent être précisément affectés à couvrir certaines dépenses bien définies ou demeurer généraux sans affectation spécifique ; un fonds de réserve ne peut jamais être rapatrié dans l'exercice proprement dit d'un budget mais uniquement dans le résultat global par la fonction 060 et systématiquement dans le service auquel il appartient ;

3° les provisions pour risques et charges : la constitution de provisions pour risques et charges vise à introduire une planification de certaines dépenses à venir dans la comptabilité provinciale. Il doit s'agir de dépenses du service ordinaire, afférentes à un exercice futur, certaines ou du moins très probables quant à leur principe, circonscrites quant à leur nature ou leur objet mais indéterminées quant à leur montant. Elle se constitue dans la fonction concernée à l'exercice proprement dit et permet le rapatriement et l'inscription des recettes nécessaires à l'exercice proprement dit dans un budget ultérieur, dans la fonction concernée.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, et par dérogation aux dispositions du présent règlement général, et jusqu'au 31 décembre 2024, les fonds de réserve ordinaires, affectés à l'intervention provinciale constituant la reprise par les provinces d'une partie du financement communal des zones de secours ou sans affectation spécifique, peuvent être rapatriés dans l'exercice propre du service ordinaire à la fonction 351 comme s'il s'agissait de provisions, afin de couvrir tout ou partie de l'intervention provinciale constituant la reprise par les provinces d'une partie du financement communal des zones de secours, à l'exclusion de toute autre dépense directe ou indirecte vers les zones de secours.

Il est interdit de constituer une provision et de l'utiliser au cours du même exercice. Il est également interdit de mélanger prélèvements et provisions. Ceci confond irrégulièrement les deux notions et change la nature des crédits concernés, en totale infraction avec les articles 5 et 6 du présent règlement.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, une provision ne peut être maintenue si sa raison d'être n'existe plus. Il convient alors de rapatrier le montant de la provision supprimée dans l'exercice propre. De même si la raison d'être d'une provision se réduit, il convient de réduire à due concurrence la provision et de rapatrier le montant excédentaire dans l'exercice propre du service ordinaire. ».

**Art. 2.** A l'article 8 du même arrêté, le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> à la constitution :

- a) de réserves ordinaires prélevées par transfert sur des excédents ordinaires ;
- b) de réserves extraordinaires prélevées par transfert sur les excédents ordinaires ou extraordinaires ;
- c) de recettes extraordinaires, à prélever par transfert sur le service ordinaire, pour couvrir des dépenses extraordinaires de l'exercice budgétaire ;
- d) de provisions telles que précisées à l'article 1<sup>er</sup> 19<sup>o</sup>. ».

**Art. 3.** A l'article 11 du même arrêté, le mot « facultatives » est remplacé par les mots « non obligatoires ».

**Art. 4.** A l'article 13 du même arrêté, le mot « arrêté » est remplacé par le mot « approuvé ».

**Art. 5.** A l'article 14, § 2, du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« et de toute dépense strictement indispensable à la bonne marche du service public. Dans ce dernier cas, l'engagement de la dépense s'effectue uniquement via une délibération motivée du collège, ratifiée à la plus proche séance du conseil provincial. ».

**Art. 6.** L'article 15, du même arrêté, est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Chaque modification budgétaire ordinaire ou extraordinaire est décidée par une seule et même délibération du conseil provincial.

Seules les modifications budgétaires strictement indispensables au bon fonctionnement de la province et dont il n'est pas possible de tenir compte dans le budget avant le 15 novembre de l'exercice peuvent être transmises à l'autorité de tutelle après cette date. Le conseil provincial peut uniquement voter une modification budgétaire extraordinaire isolée si elle n'a pas d'impact sur le service ordinaire. ».

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 23/1 rédigé comme suit :

« Art. 23/1. Par dérogation aux dispositions du présent règlement général, et jusqu'au 31 décembre 2024, les provinces sont autorisées à contracter des emprunts aux fins de couvrir strictement tout ou partie de l'intervention provinciale constituant la reprise par les provinces d'une partie du financement communal des zones de secours, à l'exclusion de toute autre dépense directe ou indirecte vers les zones de secours. Ces emprunts, d'une durée maximale de 20 ans, sont inscrits en comptabilité comme des emprunts classiques et sont transférés vers l'exercice propre du service ordinaire vers la fonction 351 comme s'il s'agissait de provisions. Ils sont automatiquement considérés hors balise.

La dérogation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est admise que si la province prouve qu'elle a consacré au moins vingt pourcents de ses fonds de réserve ordinaires, affectés à l'intervention provinciale constituant la reprise par les provinces d'une partie du financement communal des zones de secours ou sans affectation spécifique, existant au début de l'exercice budgétaire en cours, aux fins de couvrir strictement tout ou partie de l'intervention provinciale constituant la reprise par les provinces d'une partie du financement communal des zones de secours, à l'exclusion de toute autre dépense directe ou indirecte vers les zones de secours. ».

**Art. 8.** A l'article 25 du même arrêté, les mots « 30.000 francs » sont remplacés par les mots « 1.000 euros ».

**Art. 9.** A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « elle veille » sont remplacés par les mots « il veille ».

**Art. 10.** L'article 31 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. Les placements sont uniquement réalisés auprès d'institutions financières qui satisfont au prescrit des dispositions de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, et à la condition expresse de prévoir une garantie de remboursement du capital placé. ».

**Art. 11.** A l'article 33 du même arrêté, les mots « visée par l'article 113 de la loi provinciale » sont remplacés par les mots « telle que précisée à l'article 31 ».

**Art. 12.** A l'article 43 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « Seule la collège provincial » sont remplacés par les mots « Seul le collège provincial » ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

3<sup>o</sup> au paragraphe 3 :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

b) à l'alinéa 2, 10<sup>o</sup>, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

4<sup>o</sup> au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « de la collège provincial » sont remplacés par les mots « du collège provincial » ;

5<sup>o</sup> au paragraphe 8, 2<sup>o</sup>, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial ».

**Art. 13.** A l'article 49, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 2.000.000 BEF » sont remplacés par les mots « 50.000 euros » ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « 1<sup>er</sup> mars » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> février » ;

b) les mots « à la collège provincial » sont remplacés par les mots « au collège provincial » ;

c) les mots « 1<sup>er</sup> juillet » sont remplacés par les mots « 31 mai » ;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « à la collège provincial » sont remplacés par les mots « au collège provincial » ;

4<sup>o</sup> au paragraphe 3 les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

b) au 3<sup>o</sup>, les mots « de la collège provincial » sont remplacés par les mots « du collège provincial ».

**Art. 14.** A l'article 50, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » ;

2<sup>o</sup> les mots « l'article 74 de la loi provinciale » sont remplacés par les mots « l'article L2224-4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ».

**Art. 15.** A l'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « La collège provincial » sont remplacés par les mots « Le collège provincial » ;

2<sup>o</sup> les mots « par elle » sont remplacés par les mots « par lui ».

**Art. 16.** A l'article 85 du même arrêté, les mots « à l'article 114 de la loi provinciale » sont remplacés par les mots « à l'article L2212-69 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ».

**Art. 17.** A l'article 86 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'article 112, b), de la loi provinciale » sont remplacés par les mots « à l'article L2232-3 alinéa 3 b du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ».

b) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 1.500.000 francs » sont remplacés par les mots « 50.000 euros » ;

c) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par la collège provincial » sont remplacés par les mots « par le collège provincial » ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « de la collège provincial » sont remplacés par les mots « du collège provincial » ;

3<sup>o</sup> au paragraphe 3, les mots « la collège provincial » sont à chaque fois remplacés par les mots « le collège provincial ».

**Art. 18.** A l'article 88 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012, les mots « à l'article 112, a), de la loi provinciale » sont remplacés par les mots « à l'article L2232-3 alinéa 3 a du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ».

**Art. 19.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 92/1 rédigé comme suit :

« Art. 92/1. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les fonds indisponibles existants sont transformés automatiquement en fonds de réserve disponibles, selon le cas ordinaire ou extraordinaire. ».

**Art. 20.** Dans le même arrêté, les mots « à la collège provincial » sont remplacés par les mots « au collège provincial » :

1<sup>o</sup> à l'article 57, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

2<sup>o</sup> aux articles 72, alinéa 1<sup>er</sup>, 76, 83, alinéa 4, 3<sup>o</sup>, et 89, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013.

**Art. 21.** Dans le même arrêtés, les mots « de la collège provincial » sont remplacés par les mots « du collège provincial » :

1<sup>o</sup> à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

2<sup>o</sup> aux articles 18, alinéa 5, et 24, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

3<sup>o</sup> aux articles 35, alinéa 1<sup>er</sup>, et 52, alinéa 2, 4<sup>ième</sup> tiret, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

4<sup>o</sup> aux articles 54, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, 57, 81, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 87, alinéa 1<sup>er</sup>, et 92, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, 3<sup>ième</sup> tiret, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012.

**Art. 22.** Dans le même arrêté, les mots « la collège provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial » :

1<sup>o</sup> à l'article 3, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

2<sup>o</sup> à l'article 7, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

3<sup>o</sup> à l'article 28, § 3, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

4<sup>o</sup> à l'article 34, alinéa 2, tels que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

5<sup>o</sup> à l'article 35, alinéa 2, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

6<sup>o</sup> à l'article 44 § 2, f), et § 4, d), tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

7° à l'article 52, alinéa 2, 2<sup>ème</sup> tiret et 4<sup>ème</sup> tiret, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

8° à l'article 54, alinéa 2, 7°, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

9° à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

10° à l'article 67, 5°, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

11° à l'article 68, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

12° à l'article 79, alinéa 2, 1° et 4°, et alinéa 3, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

13° à l'article 82, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 3, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 ;

14° à l'article 90, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 ;

15° à l'article 92, alinéa 1<sup>er</sup>, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012.

**Art. 23.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2021, sauf en ce qui concerne l'article 13, 2°, a) et c), qui produit ses effets pour les comptes 2021.

**Art. 24.** Le Ministre des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 janvier 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/200623]

**27. JANUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1999 zur Einführung der allgemeinen Provinzialbuchführungsordnung zwecks der Berücksichtigung der Erweiterung verschiedener Aufgaben der Provinzen im Zusammenhang mit der Finanzierung der Hilfeleistungszonen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L2231-1, abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1999 zur Einführung der allgemeinen Provinzialbuchführungsordnung;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 30. November 2021;

Aufgrund der am 2. September 2021 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der wallonischen Provinzen;

Aufgrund des am 6. Dezember 2021 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass erstens darauf abzielt, bestimmte Haushalts- und Buchführungsgrundsätze zu ändern, um es den Provinzen zu ermöglichen, die notwendigen Finanzmittel im Rahmen der Erweiterung verschiedener provinzieller Aufgaben im Zusammenhang mit der Finanzierung der Hilfeleistungszonen zu mobilisieren, zweitens den Provinzen den Zugang zur Kreditaufnahme zu ermöglichen, um einige sehr spezifische Operationen des ordentlichen Dienstes für eine begrenzte Zeit zu finanzieren, und drittens verschiedene Korrekturen und Anpassungen am Text vorzunehmen, die sich aus anderen Bestimmungen ergeben;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1999 zur Einführung der allgemeinen Provinzialbuchführungsordnung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 2 werden die Wörter "20 000 BEF" durch die Wörter "1 000 Euro" ersetzt;

2° unter Ziffer 4 werden die Wörter "im Gegensatz zur fakultativen Ausgabe" gestrichen;

3° unter Ziffer 8 werden im französischen Text die Wörter "la collègue provincial" durch die Wörter "le collègue provincial" ersetzt;

4° unter Ziffer 9 werden die Wörter "Artikel 113 des Provinzialgesetzes" durch die Wörter "Artikel L2231-5 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung" ersetzt;

5° der Artikel wird um eine Ziffer 19 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"19° "Übertragungen zwischen Diensten, Reservefonds und Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen": die Verfahren zur Vorfinanzierung von künftigen Lasten oder zur Bildung von Reserven oder Rückstellungen.";

6° der Artikel wird um drei neue Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 19 unterscheidet man:

1° Übertragungen zwischen Diensten: die Bewegungen über die Funktion 060 zwischen Diensten und zwischen Diensten und Reservefonds. Was die Übertragungen zwischen Diensten betrifft, werden nur die Übertragungen vom ordentlichen auf den außerordentlichen Dienst erlaubt, unter dem einzigen Vorbehalt der von dem CRAC gewährten Darlehen, die die einzige Ausnahme von Bewegungen vom außerordentlichen zum ordentlichen Dienst bilden;

2° ordentliche oder außerordentliche Reservefonds: die ordentlichen oder außerordentlichen Reservefonds ermöglichen es, über Eintragungen in das Gesamtergebnis des Haushaltsplans Haushaltsüberschüssen eine Zuweisung zu geben und sie zur Finanzierung verschiedener Ausgaben zurückzuführen. Sie können genau zur Deckung bestimmter, wohldefinierter Ausgaben zweckgebunden sein oder allgemein ohne spezifische Zweckbindung bleiben; ein Reservefonds kann niemals in den eigentlichen Haushalt, sondern nur in das Gesamtergebnis über die Funktion 060 zurückgeführt werden, und dies systematisch in den Dienst, zu dem er gehört;

3° Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen: die Bildung von Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen zielt darauf ab, eine Planung bestimmter künftiger Ausgaben in die Provinzbuchführung einzuführen. Es muss sich um Ausgaben des ordentlichen Dienstes betreffend ein künftiges Haushaltsjahr handeln, die hinsichtlich ihres Grundsatzes sicher oder zumindest sehr wahrscheinlich sind, hinsichtlich ihrer Art bzw. ihres Gegenstands sehr gut abgegrenzt sind, hinsichtlich ihrer Höhe jedoch unbestimmt sind. Die Rückstellung wird in der betreffenden Funktion im eigentlichen Haushaltsjahr gebildet und ermöglicht die Rückführung und Verbuchung der für das eigentliche Haushaltsjahr erforderlichen Einnahmen in einem späteren Haushalt in der betreffenden Funktion.

In Abweichung von Absatz 2 Ziffer 2 und in Abweichung von den Bestimmungen der vorliegenden allgemeinen Ordnung, und dies bis zum 31. Dezember 2024, können die ordentlichen Reservefonds, die für die Intervention der Provinz bestimmt sind, die in der Übernahme durch die Provinzen eines Teils der kommunalen Finanzierung der Hilfeleistungszonen besteht, oder die keine spezifische Zweckbestimmung haben, in den eigentlichen Haushalt des ordentlichen Dienstes in der Funktion 351 zurückgeführt werden, als ob es sich um Rückstellungen handelte, um die gesamte oder einen Teil der provinziellen Intervention zu decken, die in der Übernahme durch die Provinzen eines Teils der kommunalen Finanzierung der Hilfeleistungszonen besteht, unter Ausschluss jeglicher anderer direkter oder indirekter Ausgabe für die Hilfeleistungszonen.

Es ist untersagt, eine Rückstellung zu bilden, und diese im Laufe desselben Haushaltsjahrs zu benutzen. Es ist ebenfalls untersagt, Abhebungen und Rückstellungen zu vertauschen. Dadurch werden beide Begriffe rechtswidrig verwechselt und wird die Art der betroffenen Mittel geändert, was ein grober Verstoß gegen Artikel 5 und 6 der vorliegenden Ordnung bildet.

Zwecks der Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 darf eine Rückstellung nicht aufrechterhalten werden, wenn ihr Zweck nicht mehr gegeben ist. Der Betrag der gestrichenen Rückstellung muss dann in den eigentlichen Haushalt zurückgeführt werden. Wenn sich der Zweck einer Rückstellung verringert, so ist die Rückstellung entsprechend zu reduzieren und der überschüssige Betrag in den eigentlichen Haushalt des ordentlichen Dienstes zurückzuführen.“.

**Art. 2** - Artikel 8 Ziffer 4 desselben Erlasses erhält folgende Fassung:

“4° für die Bildung

- a) von ordentlichen Reserven, die durch Übertragung aus ordentlichen Überschüssen entnommen werden;
- b) von außerordentlichen Reserven, die durch Übertragung aus ordentlichen oder außerordentlichen Überschüssen entnommen werden;
- c) von außerordentlichen Einnahmen, die durch Übertragung dem ordentlichen Dienst zu entnehmen sind, um außerordentliche Ausgaben des Haushaltsjahrs zu decken;
- d) von Rückstellungen nach Artikel 1 Ziffer 19.“.

**Art. 3** - In Artikel 11 desselben Erlasses wird das Wort “fakultativen” durch die Wörter “nicht obligatorischen” ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 13 desselben Erlasses wird das Wort “erlassen” durch das Wort “gebilligt” ersetzt.

**Art. 5** - Artikel 14 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird um folgende Wörter ergänzt:

“jeder Ausgabe, die für die reibungslose Funktion des öffentlichen Dienstes strikt notwendig ist. In letzterem Falle kann die Ausgabenverpflichtung nur nach einem begründeten Beschluss des Kollegiums vorgenommen werden, der bei der nächsten Sitzung des Provinzialrats ratifiziert wird.“.

**Art. 6** - Artikel 15 desselben Erlasses wird um zwei neue Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Jede ordentliche oder außerordentliche Abänderung des Haushaltsplans wird durch einen einzigen und selben Beschluss des Provinzialrats verabschiedet.

Nur diejenigen Haushaltsänderungen, die für die reibungslose Funktion der Provinz unbedingt erforderlich sind und die nicht vor dem 15. November des Haushaltsjahres im Haushalt berücksichtigt werden können, können der Aufsichtsbehörde nach diesem Datum übermittelt werden. Der Provinzialrat darf nur dann eine gesonderte außerordentliche Abänderung des Haushaltsplans verabschieden, wenn sie keine Auswirkung auf den ordentlichen Dienst hat.“.

**Art. 7** - In denselben Erlass wird ein Artikel 23/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 23/1 - In Abweichung von den Bestimmungen der vorliegenden allgemeinen Ordnung, und dies bis zum 31. Dezember 2024, dürfen die Provinzen Anleihen aufnehmen, um ausschließlich die gesamte oder einen Teil der Intervention der Provinz zu decken, die in der Übernahme durch die Provinzen eines Teils der kommunalen Finanzierung der Hilfeleistungszonen besteht, wobei alle anderen direkten oder indirekten Ausgaben für die Hilfeleistungszonen ausgeschlossen sind. Diese Anleihen mit einer Laufzeit von bis zu höchstens 20 Jahren werden in der Buchhaltung als herkömmliche Anleihen ausgewiesen und werden in den eigentlichen Haushalt des ordentlichen Dienstes in die Funktion 351 übertragen, als ob es sich um Rückstellungen handeln würde. Sie werden automatisch als außerhalb des vorgegebenen Haushaltsrahmens liegend betrachtet.

Die in Absatz 1 vorgesehene Abweichung ist nur dann zulässig, wenn die Provinz nachweist, dass sie mindestens zwanzig Prozent ihrer ordentlichen Reservefonds, die für die Intervention der Provinz, die in der Übernahme eines Teils der kommunalen Finanzierung der Hilfeleistungszonen durch die Provinzen besteht, bestimmt sind, oder keine spezifische Zweckbestimmung haben, und die zu Beginn des laufenden Haushaltsjahres vorhanden waren, zur strikten

Deckung der gesamten oder eines Teils der Intervention der Provinz, in der Übernahme der kommunalen Finanzierung der Hilfeleistungszonen durch die Provinzen besteht, unter Ausschluss aller anderen direkten oder indirekten Ausgaben für die Hilfeleistungszonen, verwendet hat.“.

**Art. 8** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden die Wörter "30 000 BEF" durch die Wörter "1 000 Euro" ersetzt.

**Art. 9** - Art. 29 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt;

2° in Absatz werden im französischen Text die Wörter "elle veille" durch die Wörter "il veille" ersetzt.

**Art. 10** - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 31 - Die Anlagen werden nur bei Finanzeinrichtungen getätigt, die den Vorschriften des Gesetzes vom 25. April 2014 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute und der Börsengesellschaften genügen, und unter der ausdrücklichen Bedingung, dass eine Garantie für die Rückzahlung des angelegten Kapitals vorgesehen ist.“.

**Art. 11** - In Artikel 33 desselben Erlasses werden die Wörter "nach Artikel 113 des Provinzialgesetzes" durch die Wörter "nach Artikel 31" ersetzt.

**Art. 12** - Artikel 43 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden im französischen Text die Wörter "Seul la collège provincial" durch die Wörter "Seul le collège provincial" ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 werden im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt;

3° in Paragraf 3

a) werden in Absatz 1 im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt;

b) werden in Absatz 2 Ziffer 10 im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt;

4° werden in Paragraf 5 Absatz 2 im französischen Text die Wörter "de la collège provincial" durch die Wörter "du collège provincial" ersetzt;

5° in Paragraf 8 Ziffer 2 werden im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt.

**Art. 13** - Artikel 49 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "2 000 000 BEF" durch die Wörter "50 000 Euro" ersetzt;

2° Paragraf 2 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wörter "1. März" werden durch die Wörter "1. Februar" ersetzt;

b) im französischen Text werden die Wörter "à la collège provincial" durch die Wörter "au collège provincial" ersetzt;

c) die Wörter "1. Juli" werden durch die Wörter "31. Mai" ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 2 werden im französischen Text die Wörter "à la collège provincial" durch die Wörter "au collège provincial" ersetzt;

4° Paragraf 3 wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 1 werden im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt;

b) unter Ziffer 3 werden im französischen Text die Wörter "de la collège provincial" durch die Wörter "du collège provincial" ersetzt.

**Art. 14** - Artikel 50 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "la collège provincial" werden durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt;

2° die Wörter "Artikel 74 des Provinzialgesetzes" werden durch die Wörter "Artikel L2224-4 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung" ersetzt.

**Art. 15** - Artikel 53 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012, wird im französischen Text wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "La collège provincial" werden durch die Wörter "Le collège provincial" ersetzt;

2° die Wörter "par elle" werden durch die Wörter "par lui" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 85 desselben Erlasses werden die Wörter "Artikel 114 des Provinzialgesetzes" durch die Wörter "Artikel L2212-69 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung" ersetzt.

**Art. 17** - Artikel 86 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1

a) werden in Absatz 1 die Wörter "in Artikel 112 Buchstabe b) des Provinzialgesetzes" durch die Wörter "in Artikel L2232-3 Absatz 3 Buchstabe b) des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung" ersetzt;

b) werden in Absatz 1 werden die Wörter "1 500 000 BEF" durch die Wörter "50 000 Euro" ersetzt;

c) werden in Absatz 1 im französischen Text die Wörter "par la collège provincial" durch die Wörter "par le collège provincial" ersetzt;

2° werden in Absatz 2 im französischen Text die Wörter "de la collège provincial" durch die Wörter "du collège provincial" ersetzt;

3° werden in Paragraf 3 im französischen Text jeweils die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 88 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012, werden die Wörter "Artikel 112 Buchstabe a) des Provinzialgesetzes" durch die Wörter "Artikel L2232-3 Absatz 3 Buchstabe a) des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung" ersetzt.

**Art. 19** - In demselben Erlass wird ein Artikel 92/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 92/1 - Am 1. Januar 2022 werden die bestehenden, unverfügbaren Fonds in verfügbare (je nach Fall ordentliche oder außerordentliche) Rücklagenfonds umgewandelt. ».

**Art. 20** - In demselben Erlass werden im französischen Text die Wörter "à la collège provincial" durch die Wörter "au collège provincial" ersetzt:

1° in Artikel 57 in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

2° in den Artikeln 72 Absatz 1, 76, 83 Absatz 4 Ziffer 3, und 89, so wie abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013.

**Art. 21** - In demselben Erlass werden im französischen Text die Wörter "de la collège provincial" durch die Wörter "du collège provincial" ersetzt:

2° in Artikel 4 Absatz 1 in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

2° in den Artikeln 18 Absatz 5 und 24, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

3° in den Artikeln 35 Absatz 1 und 52 Absatz 2 - 4. Strich, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung.

4° in den Artikeln 54 Absatz 2 Ziffer 1 und 5, 57, 81 § 2 Absatz 1, 87 Absatz 1, und 92 Absatz 2 Ziffer 2 - 3. Strich, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung.

**Art. 22** - In demselben Erlass werden im französischen Text die Wörter "la collège provincial" durch die Wörter "le collège provincial" ersetzt:

1° in Artikel 3 in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

2° in Artikel 7, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

3° in Artikel 28 § 3, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

4° in Artikel 34 Absatz 2, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

5° in Artikel 35 Absatz 2, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

6° in Artikel 44 § 2 Buchstabe f) und § 4 Buchstabe d), in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

7° in Artikel 52 Absatz 2 - 2. und 4. Strich, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

8° in Artikel 54 Absatz 2 Ziffer 7, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

9° in Artikel 60 § 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

10° in Artikel 67 Ziffer 5, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

11° in Artikel 68, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

12° in Artikel 79 Absatz 2 Ziffer 1 und 4, und Absatz 3, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

13° in Artikel 82 § 2 Absatz 1 und Absatz 3, und § 3 Absatz 1, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung;

14° in Artikel 90, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung;

15° in Artikel 92 Absatz 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 abgeänderten Fassung.

**Art. 23** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Oktober 2021 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 13 Ziffer 2 Buchstaben a) und c), der für die Konten 2021 wirksam wird.

**Art. 24** - Der Minister für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 27. Januar 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/200623]

**27 JANUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de algemene regeling van de provinciale boekhouding om rekening te houden met de uitbreiding van diverse provinciale opdrachten in verband met de financiering van de hulpverleningszones**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, artikel L2231-1, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de algemene regeling van de provinciale boekhouding;

Gelet op het rapport van 30 november 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Association des provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse provincies), gegeven op 2 september 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 6 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit ten eerste beoogt bepaalde budgettaire en boekhoudkundige beginselen te wijzigen om de provincies in staat te stellen de nodige financiële middelen vrij te maken in het kader van de uitbreiding van diverse provinciale opdrachten in verband met de financiering van de hulpverleningszones, ten tweede de provincies toegang te geven tot leningen om bepaalde zeer specifieke verrichtingen van de gewone dienst en voor een beperkte periode te financieren, en ten slotte diverse correcties en aanpassingen in de tekst aan te brengen die voortvloeien uit andere bepalingen;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de algemene regeling van de provinciale boekhouding, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "20.000 BEF" vervangen door de woorden "1000 euro";

2° in 4° worden de woorden "in tegenstelling tot "niet verplichte uitgave"" opgeheven;

3° in punt 8° van de Franse versie worden de woorden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

4° in punt 9° worden de woorden "artikel 113 van de provinciewet" vervangen door de woorden "artikel L2231-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie";

5° het wordt aangevuld met een punt 19°, luidend als volgt:

"19 "overboekingen tussen diensten, reservefondsen en voorzieningen voor risico's en kosten": de wijzen van voorfinanciering van toekomstige lasten en van aanleg van reserves of voorzieningen. ";

6° het wordt aangevuld met drie nieuwe leden, luidend als volgt :

Er wordt, voor de toepassing van het eerste lid, 19°, een onderscheid gemaakt tussen :

1° overboekingen tussen diensten : bewegingen via de functionele code "060" tussen diensten en reservefondsen. Met betrekking tot de overboekingen tussen diensten zijn alleen de overboekingen tussen het buitengewone en het gewone toegestaan onder het enig voorbehoud van de leningen die door het gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten "CRAC" zijn toegestaan, die de enige uitzondering uitmaken op bewegingen tussen het buitengewone en het gewone;

2° gewone of buitengewone reservefondsen: via opnemingen in het globale resultaat van de begroting maken gewone of buitengewone reservefondsen het mogelijk begrotingsoverschotten toe te wijzen en terug te vorderen om diverse uitgaven te financieren. Zij kunnen juist gebruikt worden om welbepaalde uitgaven te dekken of algemeen blijven zonder specifieke toewijzing; een reservefonds mag nooit gerepatrieerd worden in het eigenlijke dienstjaar van de begroting, maar enkel in het globale resultaat via functionele code 060 en systematisch in de dienst waaronder het valt;

3° voorzieningen voor risico's en kosten : de aanleg van voorzieningen voor risico's en kosten is erop gericht bepaalde uitgaven die een weerslag zullen hebben op de gemeentelijke boekhouding, te plannen. Het dient uitgaven te betreffen in verband met een toekomstig dienstjaar, waarvan het principe vaststaat of ten minste zeer vermoedelijk



is, beperkt in hun aard of doel maar zonder specifiek bedrag. In de betrokken functie worden in het eigenlijk dienstjaar zelf voorzieningen aangelegd en daardoor worden het terugbrengen en de opnemings van de inkomsten voor het eigenlijke dienstjaar van een latere begroting in de betrokken functie mogelijk gemaakt.

In afwijking van lid 2, 2°, en in afwijking van de bepalingen van deze algemene regeling kunnen de gewone reservefondsen bestemd voor de provinciale bijdrage die de overname door de provincies vormt van een deel van de gemeentelijke financiering van de hulpverleningszones, of zonder specifieke bestemming, tot 31 december 2024 gerepatriëerd worden in het eigenlijke dienstjaar van de gewone dienst via functionele code 351, als waren zij voorzieningen, ter dekking van het geheel of een deel van de provinciale bijdrage die de overname door de provincies vormt van een deel van de gemeentelijke financiering van de hulpverleningszones, met uitsluiting van alle andere directe of indirecte uitgaven ten gunste van de hulpverleningszones.

Het is verboden een voorziening aan te leggen en deze in hetzelfde dienstjaar te gebruiken. Het is ook verboden onttrekkingen en voorzieningen te vermengen. Hierdoor worden de twee begrippen op onregelmatige wijze verward en wordt de aard van de betrokken kredieten gewijzigd, hetgeen volledig in strijd is met de artikelen 5 en 6 van deze regeling.

Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, kan een voorziening niet worden gehandhaafd indien het doel ervan niet meer bestaat. In dat geval moet het bedrag van de geschrapte voorziening worden gerepatriëerd in het eigenlijke dienstjaar. Evenzo moet, indien het doel van een voorziening wordt verminderd, de voorziening dienovereenkomstig worden verminderd en moet het overtollige bedrag worden gerepatriëerd in het eigenlijke dienstjaar van de gewone dienst. ”.

**Art. 2.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt punt 4° vervangen als volgt:

”4° voor de vorming van:

- a) gewone reserves geput bij wijze van overdracht uit gewone overschotten
- b) buitengewone reserves geput bij wijze van overdracht uit gewone of buitengewone overschotten;
- c) buitengewone ontvangsten op te nemen op de gewone dienst, tot dekking van buitengewone uitgaven van het begrotingsjaar;
- d) voorzieningen zoals bepaald in artikel 1, 19°. ”.

**Art. 3.** In artikel 11 van de Franse versie van hetzelfde besluit wordt het woord ”facultatifs” vervangen door de woorden ”non obligatoires”.

**Art. 4.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt het woord ”vastgesteld” vervangen door het woord ”goedgekeurd”.

**Art. 5.** In artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid aangevuld als volgt:

”en van alle uitgaven die strikt noodzakelijk zijn voor de goede werking van de openbare dienst. In het laatste geval worden de uitgaven slechts vastgelegd bij een met redenen omklede beraadslaging van het college, die tijdens de eerstvolgende vergadering van de provincieraad wordt bekrachtigd. ».

**Art. 6.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

”Over elke gewone of buitengewone begrotingswijziging wordt in een enkele beraadslaging van de provincieraad beslist.

Alleen die begrotingswijzigingen die strikt noodzakelijk zijn voor de goede werking van de provincie en die niet vóór 15 november van het dienstjaar in de begroting kunnen worden opgenomen, kunnen na die datum aan de toezichthoudende overheid worden toegezonden. De provincieraad kan alleen stemmen over een op zichzelf staande buitengewone begrotingswijziging indien ze geen gevolgen heeft voor de gewone dienst.”.

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 23/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 23/1. In afwijking van de bepalingen van deze algemene regeling is het de provincies tot en met 31 december 2024 toegestaan leningen aan te gaan om de provinciale bijdrage die de overname door de provincies van een deel van de gemeentelijke financiering van de hulpverleningszones vormt, met uitsluiting van alle andere directe of indirecte uitgaven voor de hulpverleningszones, geheel of gedeeltelijk strikt te dekken. Deze leningen, met een maximale looptijd van 20 jaar, worden geboekt als klassieke leningen en worden overgeboekt naar het eigen begrotingsjaar van de gewone dienst naar de functionele code 351, als waren zij voorzieningen. Zij worden automatisch beschouwd als buiten het afgebakend kader.

De in lid 1 bedoelde afwijking is slechts toegestaan indien de provincie aantoonbaar dat zij ten minste twintig procent van haar gewone reservefondsen bestemd voor de provinciale bijdrage die de overname door de provincies vormt van een deel van de gemeentelijke financiering van de hulpverleningszones, of zonder specifieke bestemming, die aan het begin van het lopende begrotingsjaar bestonden, heeft besteed aan de strikte volledige of gedeeltelijke dekking van de provinciale bijdrage die de overname door de provincies vormt van een deel van de gemeentelijke financiering van de hulpverleningszones, met uitsluiting van alle andere directe of indirecte uitgaven ten gunste van de hulpverleningszones.”.

**Art. 8.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden ”30.000 frank” vervangen door de woorden ”1000 euro”.

**Art. 9.** In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden ”la collège provincial” vervangen door de woorden ”le collège provincial”;

2° in het tweede lid worden de woorden ”waakt zij” vervangen door de woorden ”waakt het”.

**Art. 10.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

”Art. 31. De beleggingen worden alleen verricht in financiële instellingen die voldoen aan de bepalingen van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen [en beursvennootschappen, en op de uitdrukkelijke voorwaarde dat zij een garantie bieden voor de terugbetaling van het geïnvesteerde kapitaal. ”.

**Art. 11.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden ”bedoeld bij artikel 113 van de provinciewet” vervangen door de woorden ”zoals bepaald in artikel 31”.

**Art. 12.** In artikel 43 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 van de Franse versie worden de woorden "Seule la collège provincial" vervangen door de woorden "Seul le collège provincial";

2° in paragraaf 2, eerste lid, van de Franse versie worden de woorden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

3° in paragraaf 3:

a) in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

b) in het tweede lid, 10°, van de Franse versie worden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

4° in paragraaf 5, tweede lid, van de Franse versie worden de woorden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

5° in paragraaf 8, 2°, van de Franse versie worden de woorden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial".

**Art. 13.** In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "20.000 BEF" vervangen door de woorden "50.000 euro";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "1 maart" worden vervangen door de woorden "1 februari";

b) in de Franse versie worden de woorden "à la collège provincial" vervangen door de woorden "au collège provincial".

c) de woorden "1 juli" worden vervangen door de woorden "31 mei";

3° in paragraaf 2, tweede lid, van de Franse versie worden de woorden "à la collège provincial" vervangen door de woorden "au collège provincial";

4° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° van de Franse versie worden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

b) in punt 3° van de Franse versie worden de woorden "de la collège provincial" vervangen door de woorden "du collège provincial".

**Art. 14.** In artikel 50, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie worden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial";

2° de woorden "artikel 74 van de provinciewet" worden vervangen door de woorden "artikel L2224-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie".

**Art. 15.** In artikel 53, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie worden de woorden "La collège provincial" vervangen door de woorden "Le collège provincial".

2° de woorden "door haar" worden vervangen door de woorden "door hem".

**Art. 16.** In artikel 85 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 114 van de provinciewet" vervangen door de woorden "artikel L2212-69 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie".

**Art. 17.** In artikel 86 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in het eerste lid worden de woorden "in artikel 112, b), van de provinciewet" vervangen door de woorden "in artikel L2232-3 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie";

b) in het eerste lid worden de woorden "1.500.000 frank" vervangen door de woorden "50.000 euro";

c) in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden "par la collège provincial" vervangen door de woorden "par le collège provincial";

2° in het tweede lid van de Franse versie worden de woorden "de la collège provincial" vervangen door de woorden "du collège provincial";

3° in paragraaf 3 van de Franse versie worden de woorden de woorden "la collège provincial" telkens vervangen door de woorden "le collège provincial".

**Art. 18.** In artikel 88 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012, worden de woorden "in artikel 112, a), van de provinciewet" vervangen door de woorden "in artikel L2232-3, derde lid, a), van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie".

**Art. 19.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 92/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 92/1. Op 1 januari 2022 worden de bestaande niet-beschikbare fondsen automatisch omgezet in beschikbare reservefondsen, naar gelang van het gewone of buitengewone geval."

**Art. 20.** In de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "à la collège provincial" vervangen door de woorden "au collège provincial":

1° in artikel 57, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

2° in de artikelen 72, eerste lid, 76, 83, vierde lid, 3°, en 89, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013.

**Art. 21.** In de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "de la collège provincial" vervangen door de woorden "du collège provincial":

1° in artikel 4, eerste lid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

2° in de artikelen 18, vijfde lid, en 24, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

3° in de artikelen 35, eerste lid, en 52, tweede lid, 4<sup>de</sup> streepje, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

4° in de artikelen 54, tweede lid, 1° en 5°, 57, 81, § 2, eerste lid, 87, eerste lid, en 92, tweede lid, 2°, 3<sup>de</sup> streepje, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012.

**Art. 22.** In de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "la collège provincial" vervangen door de woorden "le collège provincial":

1° in artikel 3, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

2° in artikel 7, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

3° in artikel 28, § 3, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

4° in artikel 34, tweede lid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

5° in artikel 35, tweede lid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

6° in artikel 44, § 2, f) en § 4, d), zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

7° in artikel 52, tweede lid, 2<sup>de</sup> streepje en 4<sup>de</sup> streepje, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

8° in artikel 54, tweede lid, 7°, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

9° in artikel 60, § 1, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

10° in artikel 67, 5°, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

11° in artikel 68, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

12° in artikel 79, tweede lid, 1° en 4°, en derde lid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

13° in artikel 82, § 2, eerste lid en derde lid, en § 3, eerste li, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013;

14° in artikel 90, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012;

15° in artikel 92, eerste lid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012.

**Art. 23.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 2021, behalve wat betreft artikel 13, 2°, a) en c), dat uitwerking heeft voor de rekeningen 2021.

**Art. 24.** De Minister van de Plaatselijke besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 januari 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON